



FEDERATION GENERALE DES FONCTIONNAIRES FORCE OUVRIERE

46, rue des Petites Ecuries - 75010 PARIS

Tél : 01.44.83.65.55 - Fax : 01.42.46.97.80

E-mail : contact@fo-fonctionnaires.fr - Site : <http://www.fo-fonctionnaires.fr>

Communiqué de presse

Fonctionnaires : « Le matraquage continue »

En plein débat et conflit sur les retraites, la Fonction publique reste la cible privilégiée des différents rapports transmis au gouvernement.

Alors que le projet de loi de finances 2011 préconise déjà le gel du point d'indice, la Cour des comptes vient de déclarer, dans un rapport, que « *le gel du point d'indice jusqu'à fin 2013 semble techniquement nécessaire, ainsi que le strict plafonnement des enveloppes de mesures catégorielles* ». Puis dans un rapport remis le 15 octobre, la commission Attali ou plutôt « Attila » (là où passe Attali, le fonctionnaire ne repousse pas !) préconise aussi : « *de réduire les dépenses publiques en gelant le point d'indice des fonctionnaires pendant 3 ans et en étendant la règle du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite* » osant même affirmer que c'est : « *pour libérer la croissance et donner un avenir aux générations futures* ».

Mais de qui se moque-t-on ?

ON NE PEUT PAS :

- d'un côté appliquer des règles purement comptables, et de l'autre reprocher une augmentation des heures supplémentaires, notamment à l'éducation nationale qui va encore payer un lourd tribut en 2011 (16 000 suppressions envisagées),
 - laisser sous-entendre que la moitié des économies réalisées par la suppression des postes dans la fonction publique est rétrocédée aux fonctionnaires et annoncer que cette même moitié serait encore divisée par deux.
- Et ce alors que les fonctionnaires et agents publics cherchent encore cette fameuse rétrocession sur leur bulletin de salaire !

Ces « experts » en économie qui n'ont pas vu arriver la crise restent sur la même logique qui consiste à réduire les déficits publics en comprimant la dépense, alors que le déficit s'est aggravé sous l'effet de la crise. La priorité affichée est de ramener les déficits publics sous la barre des 3 % du PIB en 2013.

Les déclarations de la cour des comptes et de la commission Attali nient ces réalités par leurs déclarations. Ces instances se rendent complices d'un gouvernement qui paupérise de plus en plus ses fonctionnaires.

Les fonctionnaires et agents publics présentés par le gouvernement comme responsables du déficit du budget de l'Etat sont de fait victimes de :

- La hausse des cotisations retraites pour les fonctionnaires,
- L'allongement de la durée de cotisation,
- Le report de 2 ans de l'âge légal de départ en retraite,
- Des mesures contenues dans les PLFSS et PLF 2011,
- Du gel annoncé du point d'indice jusqu'en 2013.

Pour la FGF-FO, si le gouvernement avait réellement la volonté de réduire les déficits publics, il abrogerait sans délai les baisses d'impôts et les exonérations les plus injustifiables, par exemple la niche Copé ... qui a coûté plus de 20 milliards à l'Etat en deux ans !

La FGF-FO affirme que tous ces projets, toutes ces réformes accentuent les inégalités, sont profondément injustes socialement et qu'ils sont au seul service des milieux financiers au regard des contraintes européennes et des agences de notation.

La FGF-FO DENONCE ET COMBAT ces logiques qui ne font que dégrader les Services publics.

La FGF-FO poursuivra la lutte pour obtenir satisfaction et sera, avec la Confédération Force Ouvrière, dans l'action commune les 28 octobre et 6 novembre pour le retrait de projet de loi gouvernemental sur les retraites.

Fait à PARIS, le 22 octobre 2010